



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ÉDITION NOVEMBRE 2018

En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active au T2 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,2 point. En moyenne au T3 2018, la région compte 326 220 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 0,4 % par rapport au T2 2018 (-1 330 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 503 400, en hausse de 0,5 % par rapport au T2 2018 (+2 460 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 245 320 (+0,4 % par rapport au T2 2018, soit +1 040 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 258 080 (+0,6 % par rapport au T2 2018, soit +1 420 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, la région compte 62 060 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+0,8 % par rapport au T2 2018, soit + 490 demandeurs d'emploi) et 134 780 seniors de 50 ans et plus (+0,7 % par rapport au T2 2018, soit + 880 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 227 800, en hausse de 1,0 % par rapport au T2 2018 (+2 240 demandeurs d'emploi).

A la fin du T2 2018, Paca compte 1 844 469 salariés, soit 1 524 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 792 989 (+0,1 %, soit + 928 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 51 480 (+1,2 %, soit + 596 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 166 461 emplois salariés y compris intérim, en hausse de 398 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) : +317 emplois hors intérim et +81 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 115 224, en hausse de 199 (+0,2 %) : - 13 emplois hors intérim et + 213 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 903 626, en hausse de 1 176 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) : +1 194 emplois hors intérim et - 18 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 3 135 CUI/PEC et 2 458 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T2 2018 (soit respectivement -4 002 et + 30 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T2 2018, Paca compte ainsi 8 098 bénéficiaires de CUI/PEC et 3 981 bénéficiaires de CDDI (respectivement -13 845 et + 25 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2018 à août 2018, la région enregistre 4 444 contrats d'apprentissage, soit 623 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	10,6 %	T2 2018	-0,2 pt	T1 2018	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A*	326 220	T3 2018	-1330	T2 2018	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	165 270	T3 2018	-460	T2 2018	
<i>Femmes</i>	160 950	T3 2018	-870	T2 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	41 620	T3 2018	+40	T2 2018	
<i>50 ans et plus</i>	90 670	T3 2018	-130	T2 2018	
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*	503 400	T3 2018	+2460	T2 2018	
<i>Hommes</i>	245 320	T3 2018	+1040	T2 2018	
<i>Femmes</i>	258 080	T3 2018	+1420	T2 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	62 060	T3 2018	+490	T2 2018	
<i>50 ans et plus</i>	134 780	T3 2018	+880	T2 2018	
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	227 800	T3 2018	+2240	T2 2018	
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	121 500	T3 2018	+2710	T2 2018	
<i>Entrées</i>	47 920	T3 2018	-130	T2 2018	
<i>Sorties</i>	47 250	T3 2018	+180	T2 2018	
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié**	1 844 469	Fin T2 2018	+1524	Fin T1 2018	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
<i>Agriculture, sylviculture et pêche</i>	22 978	Fin T2 2018	-188	Fin T1 2018	
<i>Industrie y compris intérim</i>	166 461	Fin T2 2018	+ 398	Fin T1 2018	
<i>Construction y compris intérim</i>	115 224	Fin T2 2018	+199	Fin T1 2018	
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	903 626	Fin T2 2018	+1176	Fin T1 2018	
<i>Tertiaire non marchand y compris intérim</i>	636 180	Fin T2 2018	-62	Fin T1 2018	
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***	3 135	T2 2018	-4002	T2 2017	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	8 098	Fin T2 2018	-13845	Fin T2 2017	
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)***	2 458	T2 2018	+30	T2 2017	
Stock de bénéficiaires de CDDI	3 981	Fin T2 2018	+25	Fin T2 2017	
Nouveaux contrats d'apprentissage	4 444	Campagne juin 2018 - août 2018	+623	Campagne juin 2017 - août 2017	Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares

* Voir avertissement page 2

** Voir avertissement page 7

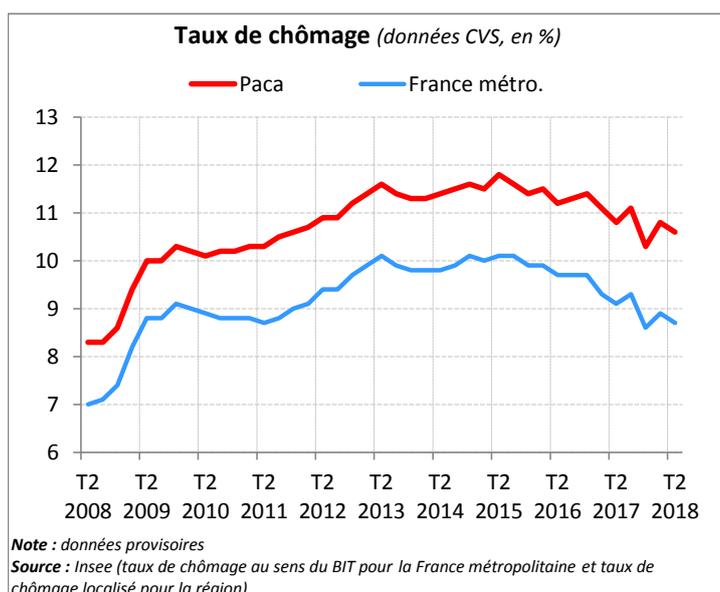
*** Voir avertissement page 9

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Avertissement : depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

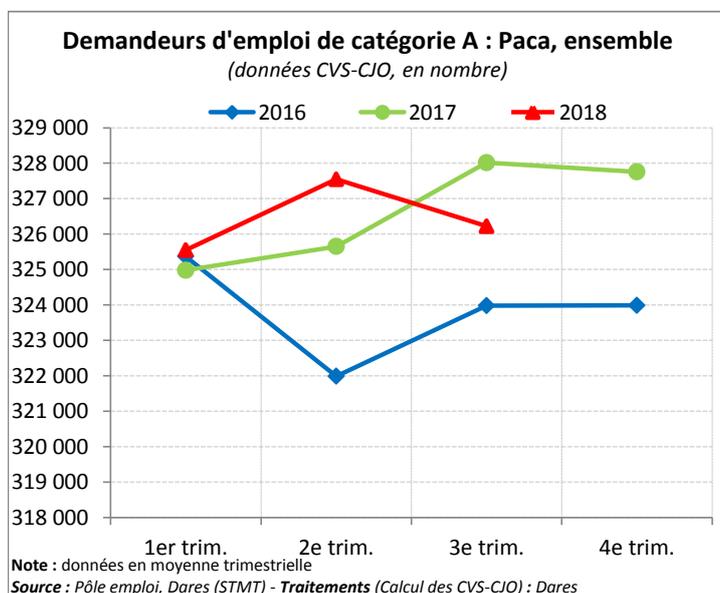
Taux de chômage



- Au T2 2018, en Paca, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,7 % de la population active au T2 2018. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

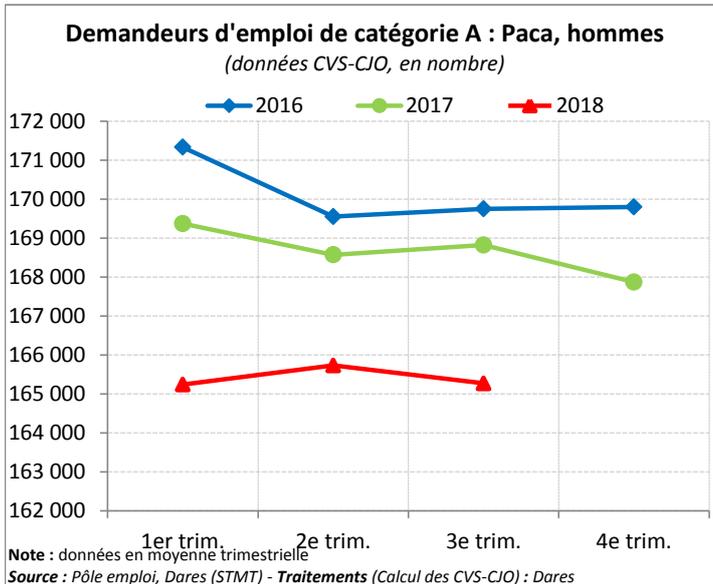
Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 326 220. Par rapport au T2 2018, il est en baisse de 0,4 % (-1 330 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,5 % (-1 800 demandeurs d'emploi).

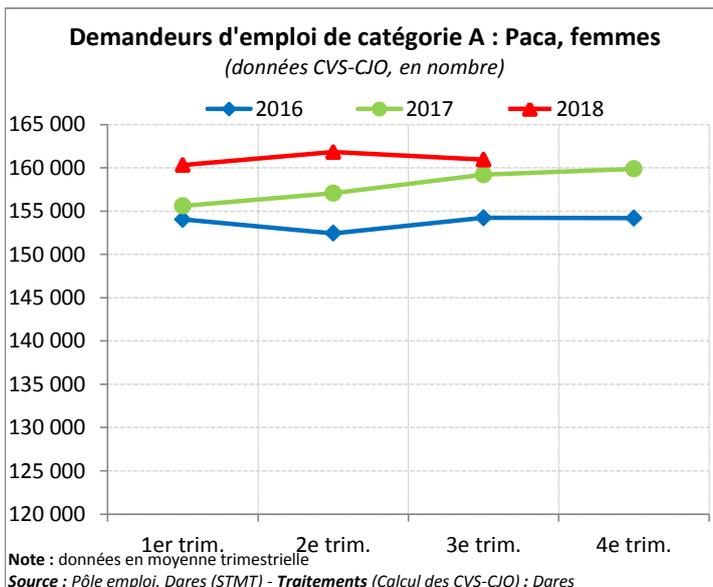
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3456 800 en moyenne au T3 2018, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T2 2018 (+16 330 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,2 % sur un an (-42 730 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 165 270. Par rapport au T2 2018, il est en baisse de 0,3 % (- 460 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,1 % (-3 550 demandeurs d'emploi).

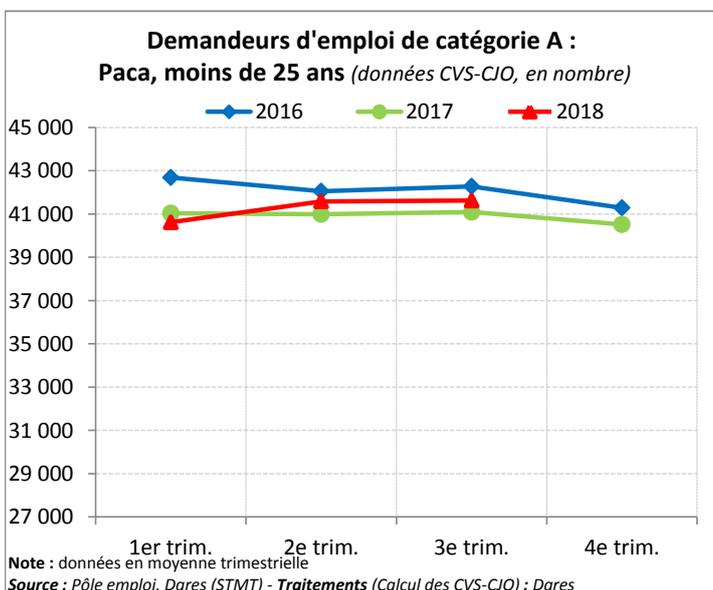
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 762 670 au T3 2018, soit une hausse de 0,8 % par rapport au T2 2018 (+14 040 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-38 800 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 160 950. Par rapport au T2 2018, il est en baisse de 0,5 % (- 870 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,1 % (+1 740 demandeurs d'emploi).

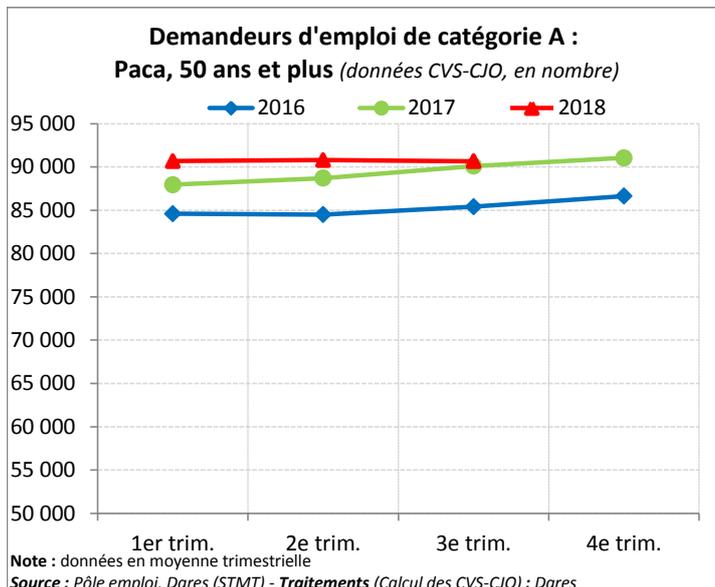
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 694 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T2 2018 (+2 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,2 % sur un an (-3 940 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 41 620. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,1 % (+ 40 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,3 % (+ 530 demandeurs d'emploi).

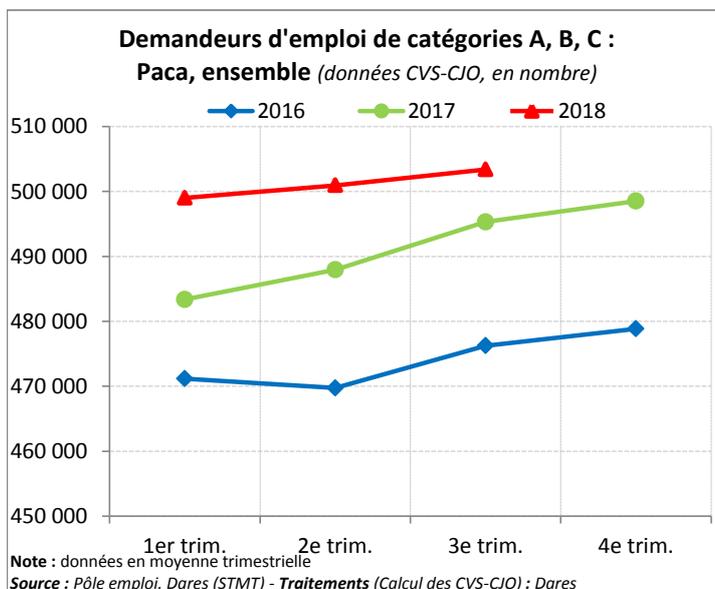
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 470 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T2 2018 (+1 630 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-4 670 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 90 670. Par rapport au T2 2018, il est en baisse de 0,1 % (- 130 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,6 % (+ 550 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 922 830 au T3 2018, soit une hausse de 0,6 % par rapport au T2 2018 (+5 130 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,2 % sur un an (+1 660 demandeurs d'emploi).

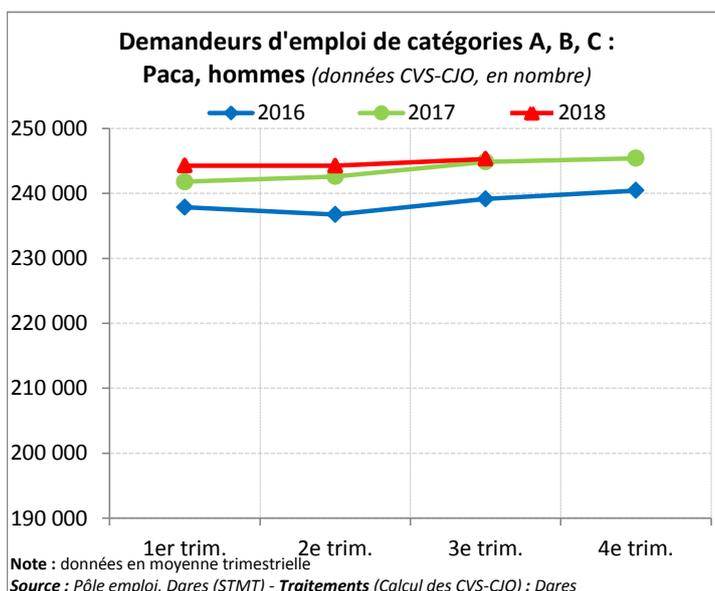
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 503 400. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,5 % (+2 460 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,6 % (+8 110 demandeurs d'emploi).

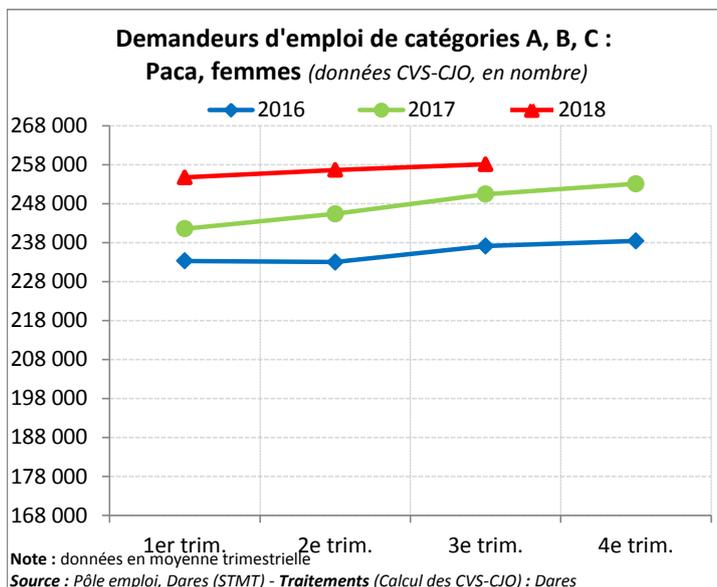
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 649 630 au T3 2018, soit une hausse de 0,4 % par rapport au T2 2018 (+21 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,6 % sur un an (+33 100 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 245 320. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,4 % (+1 040 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,2 % (+ 440 demandeurs d'emploi).

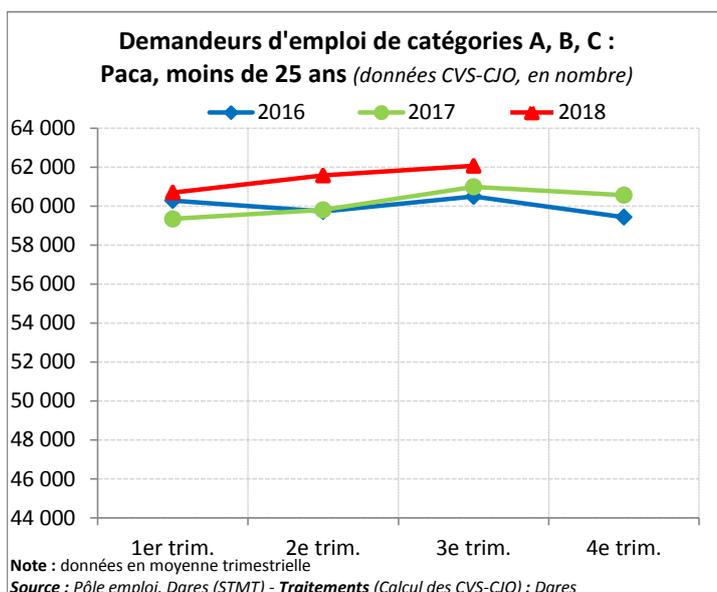
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 720 500 au T3 2018, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T2 2018 (+8 030 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7 % sur un an (-19 530 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 258 080. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,6% (+1 420 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,1% (+7 660 demandeurs d'emploi).

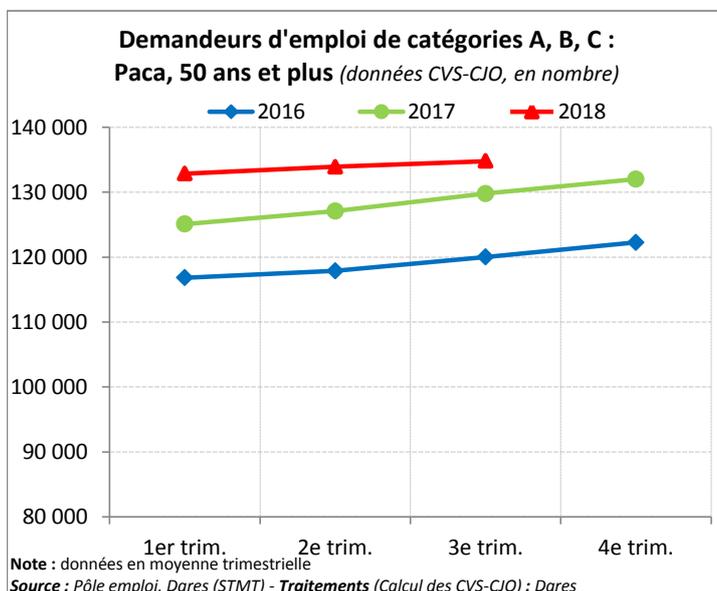
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 929 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,5% par rapport au T2 2018 (+13 660 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,8% sur un an (+52 630 demandeurs d'emploi).

Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 62 060. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,8% (+ 490 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,8% (+1 070 demandeurs d'emploi).

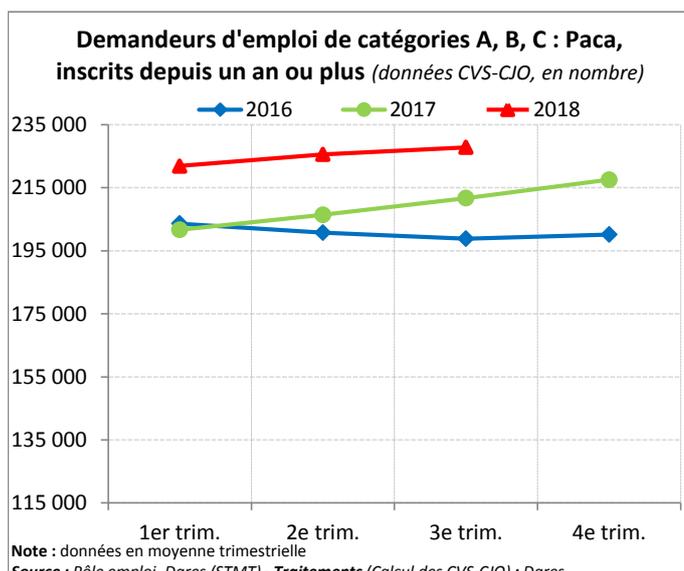
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 746 900 au T3 2018, soit une hausse de 0,3% par rapport au T2 2018 (+2 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7% sur un an (-5 370 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 134 780. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,7% (+ 880 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,9% (+5 000 demandeurs d'emploi).

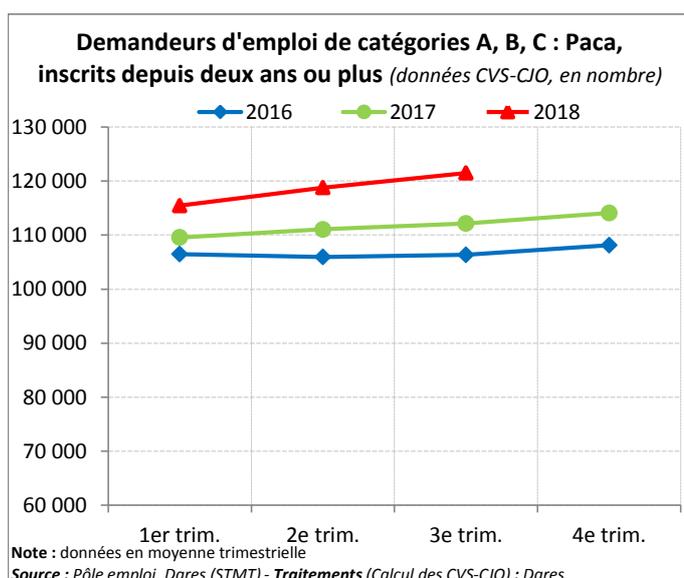
- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 428 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,7% par rapport au T2 2018 (+9 960 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,1% sur un an (+42 800 demandeurs d'emploi).

Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 227 800. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 1,0 % (+2 240 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,6 % (+16 110 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 638 770 au T3 2018, soit une hausse de 1,1 % par rapport au T2 2018 (+27 740 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,4 % sur un an (+158 740 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T3 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 121 500. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 2,3 % (+2 710 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,3 % (+9 330 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 446 530 au T3 2018, soit une hausse de 1,8 % par rapport au T2 2018 (+25 730 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,8 % sur un an (+66 360 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T3 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	47 920	-0,3	-2,1
France métro.	525 500	-0,7	-2,7

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T3 2018, en Paca, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 0,3 % par rapport au T2 2018. Sur un an, elles baissent de 2,1 %.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T3 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	47 250	0,4	1,9
France métro.	515 000	-2,5	-1,2

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T3 2018, en Paca, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 0,4 % par rapport au T2 2018. Sur un an, elles progressent de 1,9 %.

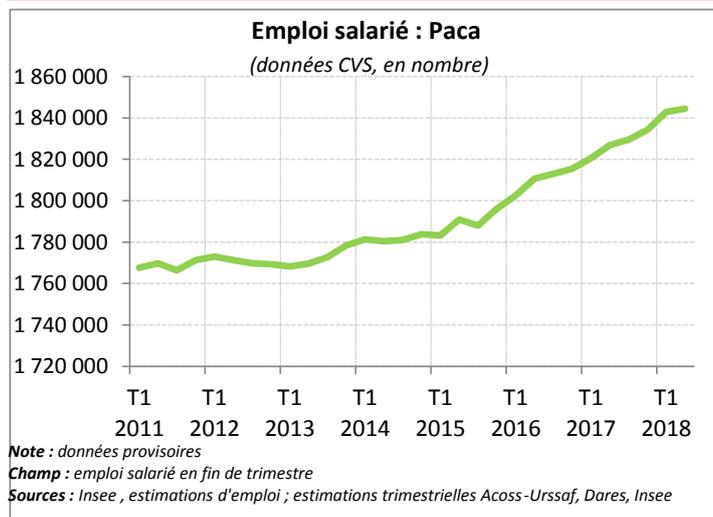
- En France métropolitaine, les sorties sont en baisse de 2,5 % par rapport au trimestre précédent.

Emploi

Emploi salarié

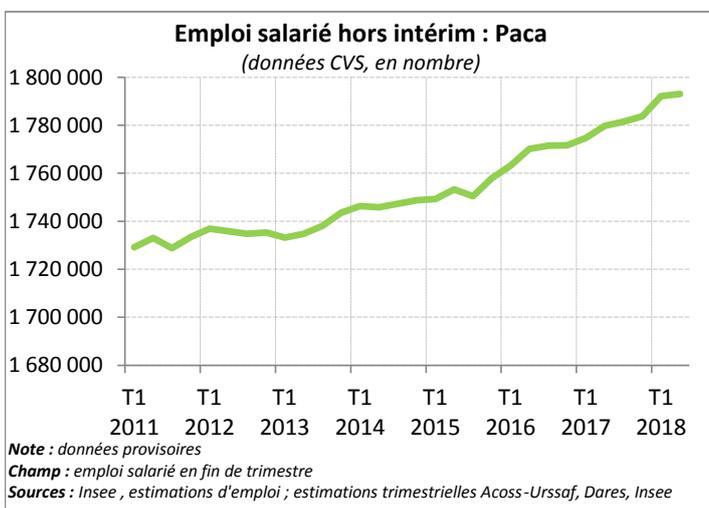
L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

Avertissement : à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



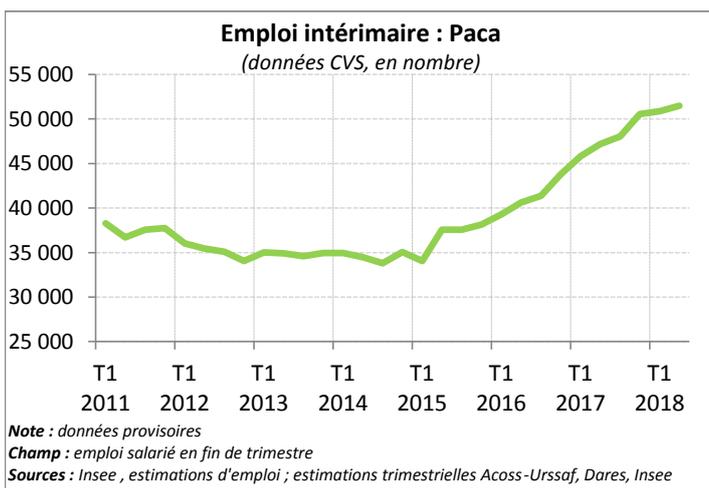
- A la fin du T2 2018, Paca compte 1 844 469 salariés. C'est 1 524 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 17 600 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).

- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 24 629 123 salariés. C'est 14 066 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 207 047 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 792 989 à la fin du T2 2018 en Paca. C'est 928 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 13 305 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 23 828 242 à la fin du T2 2018. C'est 17 425 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 159 751 de plus qu'un an plus tôt (+0,7 %).

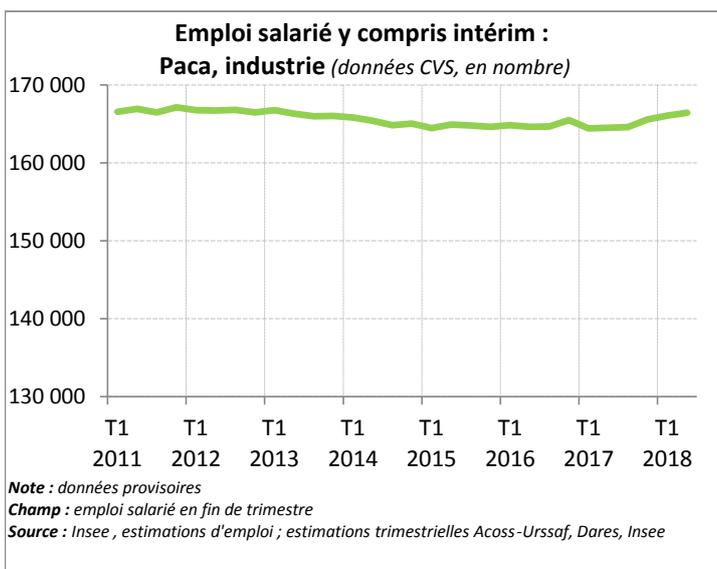


- A la fin du T2 2018, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 51 480 en Paca. C'est 596 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,2 %) et 4 295 de plus qu'un an auparavant (+9,1 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 800 881 à la fin du T2 2018. C'est 3 359 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,4 %) et 47 296 de plus qu'un an auparavant (+6,3 %).

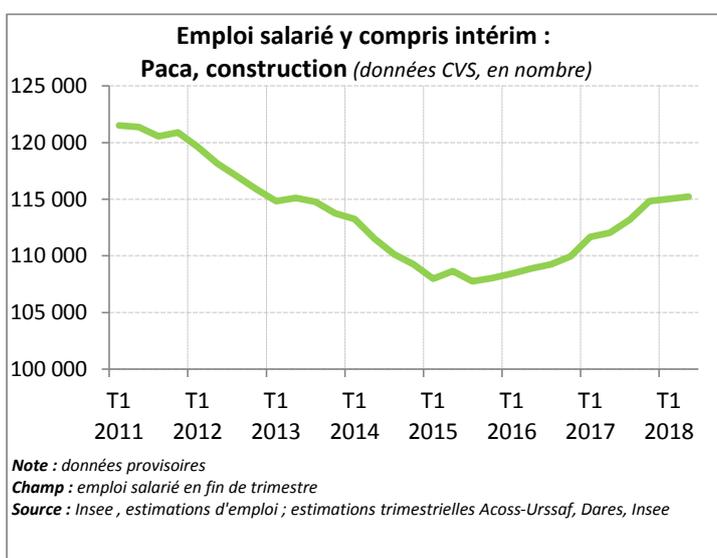
Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



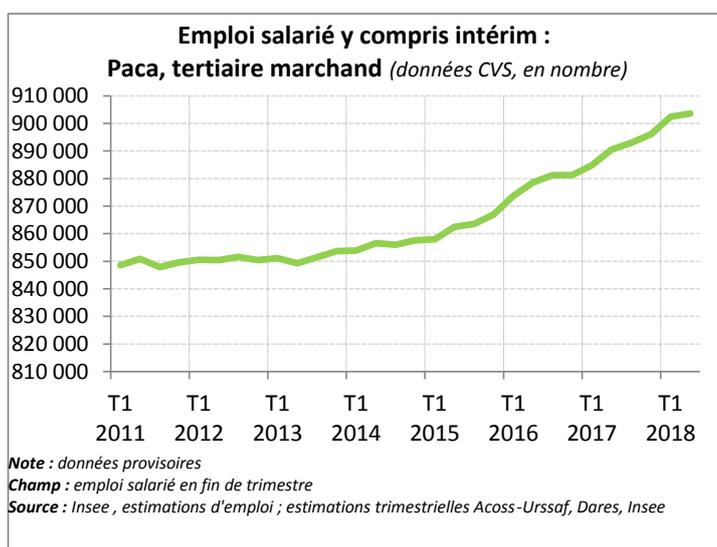
- A la fin du T2 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 166 461. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 398 (+0,2 %) : +317 emplois hors intérim et +81 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 941 (+1,2 %).

- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 3 417 570 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre baisse de 8 524 (-0,2 %) : -2 360 emplois hors intérim et -6 164 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 13 953 (+0,4 %).



- A la fin du T2 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 115 224. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 199 (+0,2 %) : -13 emplois hors intérim et +213 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 185 (+2,8 %).

- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 1 493 882 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 4 567 (+0,3 %) : +5 146 emplois hors intérim et -579 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 35 668 (+2,4 %).



- A la fin du T2 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 903 626. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 1 176 (+0,1 %) : +1 194 emplois hors intérim et -18 intérimaires. Sur un an, il progresse de 13 175 (+1,5 %).

- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 11 586 476 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 28 953 (+0,3 %) : +26 847 emplois hors intérim et +2 106 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 166 980 (+1,5 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux CUI-CIE est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « Définitions : politiques d'aide à l'emploi » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les Emplois d'avenir ne sont donc plus affichés dans les présentes synthèses départementales.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

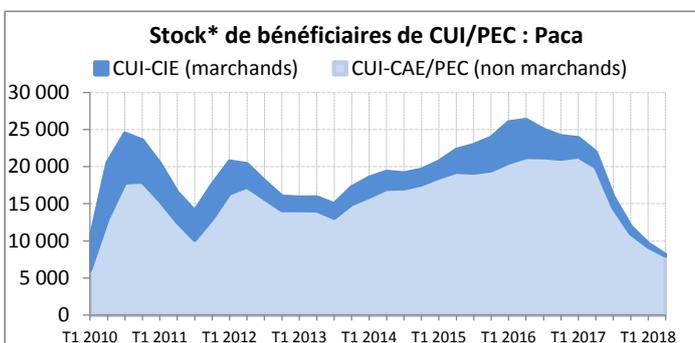
		T2 2018	T2 2017
Paca	CUI/PEC	3 135	7 137
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	3 135	6 588
	CUI-CIE (marchands)	0	549
France métro.	CUI/PEC	25 103	67 532
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	24 881	56 276
	CUI-CIE (marchands)	222	11 256

- En Paca, 3 135 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 4 002 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 25 103 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 42 429 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

- A la fin du T2 2018, Paca compte 8 098 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 99 % dans le secteur non marchand), soit 13 845 de moins que l'année précédente.

- En France métropolitaine, 111 280 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T2 2018, soit 142 166 de moins qu'un an auparavant.

Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (y compris reconductions)

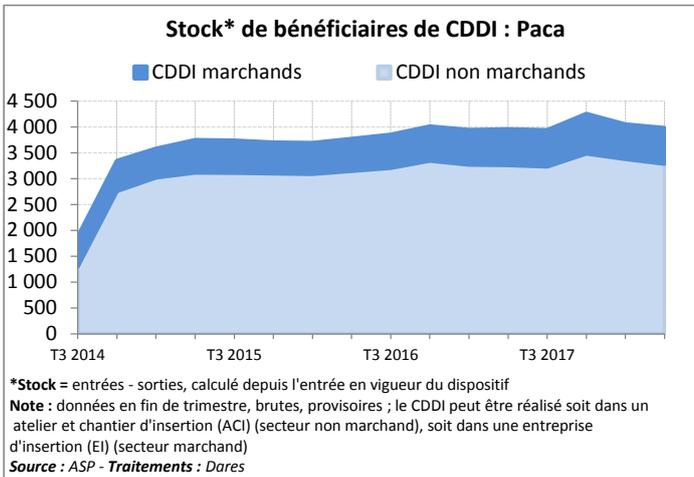
		T2 2018	T2 2017
Paca	CDDI	2 458	2 428
	CDDI non marchands	2 007	1 969
	CDDI marchands	451	459
France métro.	CDDI	40 646	38 388
	CDDI non marchands	31 293	29 533
	CDDI marchands	9 353	8 855

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - **Traitements :** Dares

- En Paca, 2 458 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 30 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

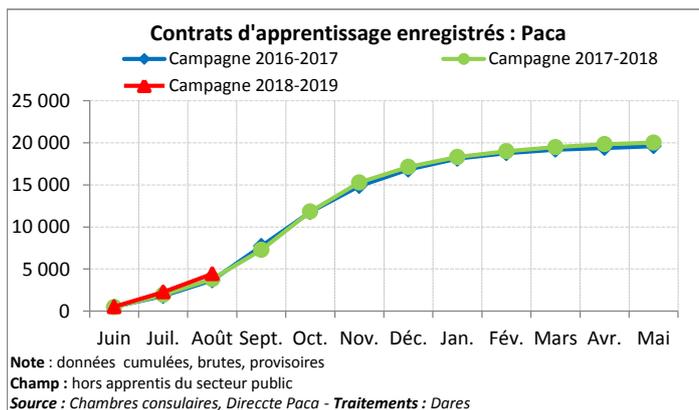
- En France métropolitaine, 40 646 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 2 258 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- En Paca, 3 981 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T2 2018, soit 25 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 63 040 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T2 2018, soit 369 de plus qu'un an

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2018 à août 2018, Paca enregistre 4 444 contrats d'apprentissage, soit 623 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 61 088 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à août 2018, soit 4 466 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;**
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;**
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;**
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;**
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).**

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

Définitions : Emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4^{ème} trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1^{er} trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4^{ème} trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1^{er} trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

Les contrats aidés. Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'État. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

Les contrats en alternance. Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans ;

- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr